




# Le Courriel d'information

***n°275 – Vendredi 19 Octobre 2001.***

## LA MANIFETE EST DE RETOUR !

### Dans ce numéro

**1- Signes des temps**
Avant le 11 septembre une nouvelle atmosphère d'impatience prenait déjà forme, une insistance à mettre de l'avant des alternatives sociales et économiques qui s'adressent aux racines de l'injustice autant qu'à ses symptômes, de la réforme agraire à la réparation de l'esclavage. Il semble que c'est une bonne occasion de mettre au défi les forces de nihilisme et de nostalgie dans nos propres rangs tout en faisant plus de place aux voix – venant du Chiapas, de Porto Alegre, de Kerala – qui montrent que c'est en effet possible de défier l'impérialisme tout en embrassant la pluralité, le progrès et la démocratie profonde.

**2- Le 19 octobre, direction : Europe !**
Manifête 19 octobre à Gand. Notre monde n'est pas à vendre ! Un autre monde est possible ! Cet après-midi dans le salon de coiffure ... Qui nage dans l'argent? La Parade des Raz-le-Bol. Monument du scandale quotidien. Quand l'un fait fortune en dormant, un autre en perd le sommeil. Un mur contre l'Europe militaire. Grande alarme. Migration: Arrêtez l'injustice, pas les gens! Un passeport pour une Europe solidaire. Ouf! grande fête le soir pour celles et ceux qui ne veulent pas encore se reposer.

**3- Qatar. The show must go on !**
"Au moment où nous prenons toutes les mesures pour assurer la sécurité, il est important que la rencontre de Doha se déroule pour que le système mondial du commerce continue à promouvoir la croissance, le développement et l'ouverture au plan international", écrit-il le vendredi 14 septembre. Le commissaire européen au commerce Pascal Lamy affirme également que la date de la rencontre ne doit pas être remise en question.

**4- Amérique latine.**
Grâce à l'équipe de bénévoles du Correo Informativo, voici des informations d'Argentine, Bolivie, Colombie, Equateur, Guatemala, Pérou. Saviez aussi que des bénévoles ont débuté, il y a quelques semaines, un hebdomadaire italien « Granello di Sabbia » ? On peut s'y inscrire directement par le site en cliquant « Benvenuto ». Nos amis allemands publient aussi un périodique, voir http://attac.org/deutschland pour plus d'information... Et comme aucune des publications n'est la traduction de l'autre, avis au polyglottes : deux inscriptions valent mieux qu'une.

**5- Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

### Signes des temps

Par Naomi Klein

Bien que cela puisse être très choquant pour les New-yorkais, on peut voir à Toronto, dans la ville où j'habite, les lampadaires et les boites aux lettres tapissées de posters ; les Activistes Contre la Pauvreté annoncent qu'ils planifient de "fermer" le quartier des affaires le 16 octobre. Certains de ces posters (ceux qui ont été affichés avant le 11 septembre) présentent même une image de gratte-ciel entouré de rouge, le périmètre de la zone d'action directe. Plusieurs ont suggéré que le 16 octobre soit annulé, comme d'autres manifestations ont été annulées, en signe de respect pour l'atmosphère de deuil mais aussi à partir de la peur d'une augmentation de la violence de la police. Mais la fermeture est encore à l'agenda. En fin de compte, les événements du 11 septembre ne changent pas le fait que les nuits deviennent plus froides et que la récession paraît imminente. Ils ne changent pas le fait que dans une ville qui était décrite comme "sûre" et même "peut-être un peu ennuyante" plusieurs personnes vont mourir sur la rue cet hiver, comme c'est arrivé l'hiver dernier, et aussi l'autre avant, à moins qu'on ne trouve immédiatement plus de lits.

Et pourtant on ne doute pas que l'événement, son ton militant et son choix de cible vont provoquer des souvenirs et des associations terribles. Plusieurs campagnes politiques font face à un changement soudain et semblable. Les

tactiques post 11 septembre qui reposent sur l'attaque – même de façon pacifique – de symboles puissants du capitalisme se trouvent dans un paysage sémiotique totalement transformé. Après tout les attaques étaient des actions de terreur réelles et horribles, mais elles étaient aussi des actes de guerre symbolique, et ont été comprises comme telles instantanément. Comme le dit Tom Brokaw et bien d'autres, les tours n'étaient pas n'importe quel édifice, elles étaient des "symboles du capitalisme américain ".

En tant que personne dont la vie est complètement entrelacée avec ce que certains nomment "le mouvement anti-globalisation " et que d'autres appellent "anti-capitalisme " (et que j'ai simplement tendance à appeler négligemment "le mouvement " ) je trouve difficile d'éviter les discussions sur le symbolisme, ces jours-ci. Au sujet de tous les signes et signifiants anti-corporatistes – les logos culturellement saturés, l'esthétique de guérilla et de guerre, le choix des marques et des cibles politiques – qui sont le matériau des métaphores les plus importantes du mouvement.

Plusieurs des opposants à l'activisme anti-corporatiste utilisent le symbolisme des attaques sur le World Trade Center et le Pentagone pour affirmer que les jeunes activistes jouant à la guerre de guérilla ont été rattrapés par une vraie guerre. Les notices nécrologiques apparaissent déjà dans les journaux autour du monde : " L'anti-mondialisation est tellement démodée " affiche un titre typique. Elle est, selon le Boston Globe "en loques ". Est-ce vrai ? Notre activisme a déjà été déclaré mort auparavant. En effet c'est un rituel de le déclarer mort régulièrement avant et après chaque démonstration de masse : nos stratégies sont apparemment discréditées, nos coalitions divisées et nos arguments malencontreux. Et pourtant ces démonstrations ont continué à grandir de 50,000 à Seattle jusqu'à 300,000 à Gènes selon certains estimés.

En même temps il serait fou de prétendre que rien n'a changé depuis le 11 septembre. Cela m'a frappé récemment alors que je regardais une présentation de diapositives que j'étais en train de rassembler avant les attaques. Cette présentation porte sur la façon dont l'imagerie anti-corporatiste est absorbée par le marketing corporatiste. Une diapositive montre un groupe d'activistes qui marquent à la peinture aérosol la vitrine d'un magasin Gap pendant les protestations contre l'OMC à Seattle. La suivante montre l'étalage récent de Gap mettant en évidence ses propres mots/graffitis préfabriqués et vaporisés en noir tel que "indépendance ". Et la suivante est une image de PlayStation de Sony, le jeu "État d'urgence " qui présente des anarchistes cools et poilus qui lancent des roches à de mauvais policiers anti-émeutes qui protègent la fictive Organisation Américaine du Commerce. La première fois que j'ai regardé ces images une après l'autre j'ai été étonnée de la rapidité de la cooptation corporative. Je peux voir maintenant comment ces photographies de la guerre des images entre le corporatisme et l'anti-corporatisme ont été instantanément éclipsées et balayées par le 11 septembre comme autant d'automobiles jouets et de personnages d'action dans un scénario de film de désastre.

En dépit du paysage transformé – ou à cause de lui – il faut se rappeler pourquoi ce mouvement a choisit de brandir des luttes symboliques au départ. La décision de la Coalition Ontarienne contre la Pauvreté de "fermer " le district des affaires origines d'une série de circonstances très spécifiques et encore valables. Comme bien d'autres qui tentent de faire mettre à l'ordre du jour politique les questions d'inégalité économique, ceux que ce groupe représente se sentaient écartées, laissées à l'extérieur du paradigme, effacées et reconstituées en problème de mendicité ou de jeunes de la rue qui nécessitent de nouvelles législations plus serrées. Ils ont réalisé qu'ils devaient se confronter non seulement à un ennemi politique local ou même à une loi commerciale spécifique, mais à un système économique – la promesse rompue d'un capitalisme déréglementé et avec des retombées. D'où le défi de l'activiste moderne : comment s'organiser contre une idéologie tellement vaste qu'elle n'a pas de pourtour, tellement partout qu'elle semble nulle part? Qu'est-ce qu'on empoigne quand une si grande partie de ce qui est puissant est virtuel – le cours de la monnaie, les prix des actions, la propriété intellectuelle et les accords commerciaux secrets ?

La réponse rapide, pour le moins avant le 11 septembre, était que vous empoignez tout ce qui peut vous tomber sous la main : l'image de marque d'une multinationale, une bourse de valeurs, une rencontre de leaders mondiaux, un accord commercial spécifique ou, dans le cas du groupe de Toronto, les banques et les bureaux chef corporatifs qui sont le moteur qui mobilise cet ordre du jour. Tout ce qui, même de façon passagère rend l'intangible concret et d'une certaine façon donne à l'immensité une échelle





humaine. En bref, vous trouvez des symboles et vous espérez qu'ils vont devenir des métaphores pour le changement.

Par exemple, lorsque les États Unis ont lancé une guerre commerciale contre la France parce qu'elle a osé bannir le bœuf arrosé aux hormones, José Bové et la Confédération paysanne française n'ont pas obtenu l'attention du monde en criant au sujet des droits de douane sur le Roquefort. Ils y sont arrivés en "démantelant stratégiquement" un MacDonald. Nike, ExxonMobile, Monsanto, Shell, Chevron, Pfizer, Sodexho Marriott, Kellogg's, Starbucks, The Gap, Rio Tinto, British Petroleum, General Electric, Wal-Mart, Home Depot, Citigroup, Taco Bell – se sont tous aperçus que leurs brillantes marques étaient utilisées pour jeter de la lumière sur toutes les questions allant des hormones de croissance dans le lait aux droits humain dans le delta du Niger; des abus faits aux travailleurs mexicains sur les fermes de tomates en Floride jusqu'au financement de la guerre par les pipe-lines de pétrole au Tchad et au Cameroun ; depuis le réchauffement de la planète jusqu'aux "sweatshops" (n.d.l.t. usines où les ouvriers sont exploités).

Dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre, on nous a rappelé plusieurs fois que les Américains ne sont pas particulièrement bien informés sur le monde en dehors de leurs frontières. C'est peut-être vrai, mais plusieurs activistes ont appris au cours de la dernière décade que cette tache aveugle pour les affaires internationales peut être surmontée en reliant des campagnes à des marques fameuses – une arme efficace contre l'esprit de clocher, même si elle est souvent problématique. Ces campagnes corporatives ont, de leur côté, ouvert des portes arrières jusque dans le monde international secret du commerce et de la finance, jusque dans l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et jusqu'à une remise en question, pour certains, du capitalisme lui-même.

Mais ces tactiques se sont avérées à leur tour être des cibles faciles. Après le 11 septembre, les politiciens et les pontifes tout autour du monde ont commencé immédiatement à faire tourner les attaques terroristes comme faisant partie d'un continuum de violence anti-américaine et anti-corporatisme : tout d'abord la fenêtre de Starbuck et ensuite probablement le World Trade Centre. Peter Beinart éditeur du " New Republic " s'en est pris à un affichage obscur sur un chat room Internet anticorporatiste qui demandait si les attaques avaient été commises " par l'un d'entre nous ". Beinart concluait que "le mouvement anti-globalisation... est en partie un mouvement motivé par la haine des États Unis " -- immoral lorsque les États Unis sont sous attaque.

Dans un monde raisonnable, plutôt que de déclencher un tel contrecoup, les attaques terroristes mettraient en question les raisons pour lesquelles les agences de renseignement US passaient autant de temps à espionner les environnementalistes et les Centres de médias indépendants au lieu de surveiller les terroristes qui planifiaient des meurtres de masse. Malheureusement il semble bien que le fait de tomber à bras raccourcis sur l'activisme comme cela se produisait avant le 11 septembre va augmenter avec une plus grande surveillance, plus d'infiltration et plus de violence policières. Il est aussi probable que l'anonymat qui a été une marque de l'anti-capitalisme – les masques, les foulards à poids et les pseudonymes – vont devenir plus suspects dans une culture qui cherche des opérations clandestines dans son sein.

Mais les attaques vont nous coûter plus que nos libertés civiles. Elles pourraient bien, je le crains, nous coûter nos quelques victoires politiques. Les fonds engagés pour la crise du SIDA en Afrique disparaissent, et les engagements à étendre les annulations de dette vont sans doute suivre. La défense des droits des immigrants et des réfugiés était en voie de devenir un enjeu majeur pour les groupes d'action directe en Australie, en Europe et lentement aux États Unis. Ceci aussi est menacé par la marée montante de racisme et de xénophobie.

Et le libre échange, qui de longue date faisait face à une crise de relations publiques, est rapidement recyclé, comme le magasinage et le base-ball, en devoir patriotique. Selon le représentant de commerce des É.-U. Robert Zoellick (qui essaie frénétiquement de parvenir à faire passer le pouvoir de négociation fast-track en cette période de pensée de groupe chauvine) le commerce "promeut les valeurs au cœur de ce conflit prolongé ". Michael Lewis réalise une fusion du même type entre la lutte pour la liberté et le libre échange lorsqu'il explique dans un essai dans le New York Times Magazine que les marchants qui sont morts ont été ciblés non pas en tant que "de simples symboles, mais aussi des praticiens de la liberté... Ils travaillent dur, même s'ils n'en ont pas l'intention, pour libérer les autres des contraintes. Cela fait d'eux, presque par défaut, l'antithèse spirituelle des fondamentalistes religieux, dont le

commerce repose sur un déni de la liberté personnelle au nom d'un quelconque pouvoir religieux supposé légal. "

Les lignes de la bataille qui conduisent vers les négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce, le mois prochain au Qatar sont : Le commerce égale liberté, l'anti-commerce égale fascisme. Sans tenir compte que Ousama ben Laden est un multimillionnaire qui possède un réseau d'exportation plutôt impressionnant allant de l'agriculture avec des récoltes facilement vendables aux pipelines de pétrole. Sans tenir compte que ce combat va avoir lieu au Qatar, ce bastion de la liberté, qui refuse des visas étrangers aux démonstrateurs mais où Ben Laden a, en pratique, son propre programme de télé sur le réseau Al-Jazeera financé par l'état.

Nos libertés civiles, nos modestes victoires, nos stratégies habituelles sont toutes remises en question. Mais cette crise ouvre en même temps de nouvelles possibilités. Comme beaucoup l'ont souligné le défi pour les mouvements de justice sociale c'est de relier l'inégalité économique avec les préoccupations de sécurité qui nous empoignent tous actuellement – en insistant sur le fait que la justice et l'égalité sont les stratégies les plus soutenables contre la violence et le fondamentalisme.

Mais il ne faut être naïfs et croire que la menace très réelle et continuelle de plus de meurtres d'innocents allait disparaître seulement avec des réformes politiques. Il doit y avoir une justice sociale, mais il doit aussi y avoir de la justice pour les victimes de ces attaques et une prévention immédiate et pratique des prochaines. Le terrorisme est en effet une menace internationale et il n'a pas commencé avec les attaques sur les États unis. Lorsque Bush invite le monde à se joindre à la guerre de l'Amérique, en mettant de côté les Nations Unies et les cours internationales, nous devons devenir des défenseurs passionnés du multi-latéralisme, en rejetant une fois pour toutes l'étiquette "anti-globalisation ". La "coalition " de Bush ne représente pas une véritable réponse globale au terrorisme, mais l'internationalisation des objectifs de politique extérieure d'un pays – la marque de commerce des relations internationales des États Unis depuis la table de négociation de l'Organisation Mondiale du Commerce jusqu'à Kyoto ; vous êtes libres de jouer avec nos propres règles ou d'être complètement mis à part. Nous pouvons faire ces liens, non pas en tant que "anti-américains " mais en tant que véritables internationalistes.

Nous pouvons aussi refuser de nous engager dans un savant calcul de la souffrance. Une partie de la gauche a laissé entendre que le flot de compassion et de chagrin qui a suivit le 11 septembre est hors de proportions et même un peu raciste lorsqu'on le compare à la réponse faite à des plus grandes atrocités. Sûrement que le travail de ceux qui abhorrent l'injustice et la souffrance n'est pas de partager la compassion en lésinant comme s'il s'agissait d'une commodité limitée. Sûrement que le défi est de tenter d'augmenter les réserves globales de compassion, plutôt que de les contrôler parcimonieusement.

De plus, le flot d'aide mutuelle et de support que cette tragédie a engendré est-il tellement différent des objectifs humanitaires auxquels ce mouvement aspire ? Les slogans de la rue – LES PERSONNES AVANT LE PROFIT, LE MONDE N'EST PAS À VENDRE – sont devenus évidents en soi et des vérités ressenties viscéralement par plusieurs dans le sillage des attaques. On se demande s'il est sage de laisser entre les mains de compagnies privées des services cruciaux comme la sécurité des aéroports ou encore pourquoi il y a des cautionnements pour les compagnies d'aviations mais non pour les travailleurs qui perdent leur emploi. Il y a une lame de fond d'appréciation des travailleurs de toutes sortes dans le secteur public. En bref "les communs " -- le domaine public, le bien public, le non corporatif, ce que nous avons défendu, ce qui est sur la table de négociation au Qatar – subit une sorte de redécouverte aux États Unis.

Au lieu de présumer que les Américains ne sont capables de compassion entre eux que lorsqu'ils se préparent à tuer un ennemi commun, ceux qui se sentent concernés par le changement des mentalités (et qui ne visent pas seulement à gagner une discussion) devraient saisir ce moment pour relier ces réactions pleines d'humanité avec plusieurs autres domaines dans lesquelles les besoins humains doivent avoir préséance sur les profits corporatifs, depuis les traitements du SIDA jusqu'aux sans abris. Comme Paul Loeb, auteur de " Âme d'un citoyen " le dit, en dépit de la propagande belliciste et de la coexistence avec la xénophobie, "les gens semblent soigneux, vulnérables et extraordinairement bons les uns avec les autres. Ces événements pourraient simplement être capables de nous arracher à nos communautés de cœur refermées ".

Cela impliquerait un changement important dans la stratégie activiste qui deviendrait plus appuyée sur la substance que les symboles.





En plus, depuis plus d'un an, l'activisme largement symbolique, à l'extérieur des sommets et contre des corporations spécifiques, a été remis en question à l'intérieur de certains groupes dans le mouvement. Il y a beaucoup d'insatisfaction a faire une guerre de symboles : la vitre éclate dans la vitrine de MacDonald, les rencontres ont lieu à des endroits de plus en plus loin – et après ? Il s'agit encore seulement de symboles, de façades, de représentations.

Avant le 11 septembre une nouvelle atmosphère d'impatience prenait déjà forme, une insistance à mettre de l'avant des alternatives sociales et économiques qui s'adressent aux racines de l'injustice autant qu'à ses symptômes, de la réforme agraire à la réparation de l'esclavage. Il semble que c'est une bonne occasion de mettre au défi les forces de nihilisme et de nostalgie dans nos propres rangs tout en faisant plus de place aux voix – venant du Chiapas, de Porto Alegre, de Kerala – qui montrent que c'est en effet possible de défier l'Impérialisme tout en embrassant la pluralité, le progrès et la démocratie profonde. Notre tâche, on ne peut plus pressante, est de montrer qu'il y a plus de deux mondes possibles, de faire voir tous les mondes invisibles entre le fondamentalisme économique du " MacMonde " et le fondamentalisme religieux du "djihad ".

Peut-être que les guerres d'images se terminent. L'an dernier je visitais l'Université de l'Oregon pour faire un article sur l'activisme contre les usines où les ouvriers sont exploités à un campus qui est surnommé U. Nike. J'y ai rencontré une étudiante activiste, Sarah Jacobson. Elle m'a dit que Nike n'était pas la cible de son activisme, mais un outil, une façon d'avoir accès à un système économique vaste et amorphe. " C'est une drogue portail " disait-elle joyeusement.

Depuis des années, dans ce mouvement, nous avons utilisé à outrance les symboles de nos opposants -- leurs marques, leurs édifices à bureaux, leurs sommets favorables aux photographies. Nous les avons utilisés comme un cri de ralliement, comme point de rassemblement, comme outils d'éducation populaire. Mais ces symboles n'étaient jamais la véritable cible, ils étaient les leviers, les poignées. Ils étaient ce qui nous a permis, comme l'auteure britannique Katharine Ainger l'a dit récemment "d'ouvrir une faille dans l'histoire. "

Les symboles n'ont toujours été que des portails. C'est le temps d'y entrer.

Naomi Klein. Auteure de « No Logo »
Traduction : Jean Mc Comber, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

## Qatar. The show must go on !

Les responsables américains et européens du commerce sont pour le maintien de la conférence interministérielle de Doha.

Les responsables du commerce pour les U.S.A., l'Europe et l'O.M.C. ont déclaré cette semaine que la rencontre interministérielle de novembre de l'O.M.C. à Doha au Qatar doit se tenir comme prévu, en dépit des risques potentiels dans la région à la suite des attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington.

Le représentant américain, Robert Zoellick, voit l'ordre du jour sur le commerce comme un moyen de renforcer les valeurs américaines et de défier "ceux qui entendent nous retrancher de la prééminence mondiale".

"Au moment où nous prenons toutes les mesures pour assurer la sécurité, il est important que la rencontre de Doha se déroule pour que le système mondial du commerce continue à promouvoir la croissance, le développement et l'ouverture au plan international", écrit-il le vendredi 14 septembre.

Le commissaire européen au commerce Pascal Lamy affirme également que la date de la rencontre ne doit pas être remise en question.

"Ma réponse sur ce point est claire : il nous faut travailler à maintenir la rencontre interministérielle de novembre ", a-t-il déclaré dans un discours devant le Parlement Européen le lundi 17 septembre. "Ce n'est pas par obstination, ce n'est pas que rien n'ait changé, mais il est d'une importance vitale que continuent le dialogue, la négociation entre les Etats et les structures régionales qui partagent le bénéfice des législations communes."

Certains observateurs ont toutefois déclaré qu'il se pourrait que la rencontre de l'OMC de novembre doive se tenir ailleurs, peut-être à Genève, en raison des problèmes actuels de sécurité.

Au cours d'une réunion informelle du conseil général de l'OMC qui se tenait hier 20 septembre, son Directeur Général, Mike Moore,





a approuvé le point de vue américain et européen sur le sujet, et affirmé que les attentats renforçaient l'importance du calendrier prévu par l'OMC.

"L'économie mondiale, la nécessité de répondre aux intérêts vitaux de tous, doivent nous faire aller de l'avant. Les évènements récents n'ont fait que renforcer la volonté des ministres de s'attaquer aux réalités et d'amener la victoire de notre système civilisé", a déclaré Moore.

Moore a également saisi l'occasion pour dire aux délégués que la taille des délégations devrait être diminuée, une préoccupation qui existait déjà avant les attentats.

" Il faut rappeler que notre objectif pour Doha est limité à quelques questions sur lesquelles nous devons prendre des décisions. Je suis effrayé à l'idée d'entendre 142 ministres, chacun pour un discours de 5 minutes, en multipliant le tout par une douzaine de sujets. Ce n'est pas possible." Il a ensuite ajouté : "Il me faut à nouveau insister auprès des collègues pour qu'ils reconsidèrent le nombre de participants nécessaire à la bonne marche de notre rencontre. Il faut que nous réduisions l'effectif."

Moore a précisé que le ministre du Qatar se rendra à Genève la semaine prochaine pour mettre au point les dispositions pratiques.

Lamy a situé son intervention sur la rencontre interministérielle dans le cadre plus général des effets des attentats sur la politique mondiale du commerce, en affirmant que les objectifs poursuivis avant le 11 septembre ne doivent pas faiblir, en particulier en ce qui concerne les pays émergents dans lesquels l'Islam est la religion dominante.

Il a déclaré : " Je ne vois pas d'autre réponse que de réaffirmer notre détermination et notre ouverture. Plus les pressions de l'armée et de la sécurité seront fortes - et elles seront à coup sûr très fortes - plus le ressentiment sera grand - et il sera très grand - plus nous devrons concentrer nos efforts pour ouvrir généreusement le marché de nos économies aux pays émergents."

Lamy a souligné que les pays de la Méditerranée constituaient une priorité dans ce domaine :

"Les objectifs des terroristes sont de déstabiliser et de diviser les gouvernements des pays dans lesquels la religion islamique est dominante. En termes de priorité, je me demande si les efforts récents de l'Union Européenne pour donner du corps à nos relations avec ceux qui partagent l'espace méditerranéen avec nous ne devraient pas être accentués pour faire face au risque de déstabilisation."

LES TRAVAUX DE LA REUNION QUADRIPARTITE (QUAD = U.S.A., U.E., Japon et Canada) POUR SURMONTER DEUX IMPASSES DANS LA PREPARATION DE LA RENCONTRE INTERMINISTERIELLE
14 septembre 2001

Pour tenter de surmonter deux difficultés dans la préparation de la prochaine conférence interministérielle de l'OMC, la réunion quadripartite travaille à une réponse conjointe aux pays émergents qui demandent à retirer plus de bénéfices de la réalisation des accords existants sur le commerce. Ils cherchent à concevoir un moyen indirect pour que certains des thèmes environnementaux européens en rapport avec le commerce soient mis à l'ordre du jour des négociations.

D'après des sources bien informées, les Etats-Unis s'opposent à la plupart des demandes européennes spécifiques concernant l'environnement, mais sont prêts à faire l'impasse sur la question par la mise au point d'une déclaration interministérielle sur le droit du développement. Mais, d'après un important responsable, la question de l'environnement divise la réunion quadripartite, de même qu'elle divise d'autres membres de l'OMC.

L'effort sur l'environnement et la mise en oeuvre des accords seront traités dans les notes de la réunion quadripartite qui vont être diffusées dans les instances multilatérales de préparation, la note sur l'application des accords devant paraître en milieu de semaine prochaine. Il n'est pas sûr que cette note aille au-delà d'une note antérieure de la réunion quadripartite sur le même sujet, qui avait été rejetée à la quasi-unanimité comme insuffisante. D'après des responsables, la nouvelle note va définir la marche à suivre avant la réunion, et durant la réunion, en tant que base de nouvelles négociations pour répondre aux demandes des pays émergents concernant la mise en pratique des accords.

La réponse de la réunion quadripartite serait jointe à une note préparée par le président du Conseil Général pour les membres de l'O.M.C.. Le président Stuart Robinson prévoit également de lancer les éléments d'une future déclaration au début d'octobre.





Le travail de la réunion quadripartite fait suite à une réunion interministérielle informelle qui s'est tenue à Mexico au début du mois, et dans laquelle l'agriculture, l'application des accords et l'environnement se sont révélés comme les problèmes les plus difficiles à résoudre.

Les hauts responsables américains et européens ont souligné l'ambiance cordiale de la réunion, mais d'autres ont fait remarquer que cette attitude positive n'a pour autant donné lieu à aucune concession substantielle de la part des partenaires commerciaux importants. Ces critiques constatent que ni les Américains ni les Européens n'ont clairement indiqué quelle position ils étaient prêts à adopter pour permettre une nouvelle négociation.

A la rencontre de Mexico, le commissaire de l'Union Européenne au commerce Pascal Lamy a donné une définition générale de la souplesse en matière d'agriculture. Des participants ont indiqué que le représentant américain pour le commerce Robert Zoellmick n'a pas écarté la possibilité que les Etats-Unis acceptent de mettre à l'ordre du jour les lois sur le dumping, mais il n'a pas non plus indiqué que les Etats-Unis accepteraient de le faire. Les représentants de l'Union Européenne ont relevé ce fait qui pour eux montre la souplesse de la position américaine.

Lamy a indiqué qu'il préconisait une déclaration interministérielle sur l'agriculture qui aille plus loin que l'article 20 de l'accord sur l'agriculture de l'Uruguay Round, à condition qu'elle n'exige pas l'élimination des subventions à l'exportation. Il a également indiqué qu'il acceptait le modèle de l'Uruguay Round selon lequel un accord sur l'agriculture doit tenir compte des subventions internes et des subventions à l'exportation aussi bien que d'un accès plus large au marché.

Lamy n'a toutefois pas précisé jusqu'où irait l'Union Européenne, ni sur quelle date butoir et sur quelles bases elle accepterait de négocier. Une base de référence serait de définir le moment où les pays commenceraient véritablement les négociations en faisant des propositions. Selon un haut responsable, le Japon a pris une position ferme sur la base de référence et a exigé que si elle doit figurer dans un texte sur l'agriculture, elle apparaisse aussi dans d'autres sujets de négociations. Selon des sources autorisées, une commission du Congrès sur le commerce, réunie la semaine dernière, a souligné le problème posé par cette position des Japonais.

L'intervention de Lamy à Mexico ne cadrait pas exactement avec les déclarations du commissaire européen à l'agriculture Franz Fischler, préalables à la rencontre de Mexico, mais, selon des sources autorisées, les deux commissaires se sont concertés en continu pour la préparation de la rencontre de Qatar. Fischler, le principal négociateur européen sur l'agriculture, a par le passé préconisé le principe d'une nouvelle déclaration interministérielle, sur la base de l'article 20, qui inclurait un calendrier de conduite des négociations.

D'après les sources d'information, Fischler serait pour le moment en mesure d'accepter une déclaration qui tienne compte de l'article 20 et qui soit compatible avec la politique de l'Union Européenne définie dans le programme 2000. D'après un responsable, cette déclaration devrait donc impliquer que l'Union Européenne ne renonce pas au soutien de l'industrie agricole, mais va progressivement le dissocier de la production. Ce qui signifie une augmentation des paiements qui ne faussent pas le commerce, par exemple les versements aux éleveurs pour des mesures touchant à la santé du bétail.

D'après les sources d'information, un haut responsable de l'Union Européenne, au cours d'une réunion tenue à la fin de la semaine dernière, n'a pas révélé comment l'Union Européen allait traiter le problème des bases de référence et du calendrier, ou la controverse sur la multifonctionnalité, mais il a clairement dit qu'il compte sur une déclaration interministérielle pour mettre fin au conflit entre le projet de déclaration interministérielle de Seattle, spécifique aux négociations agricoles, et l'article 20, qui est très général.

Le représentant américain pour le commerce Robert Zoellick a déclaré, lors d'une conférence de presse le 4 septembre, que la rencontre interministérielle de Mexico donnait des pistes pour résoudre les conflits en cours. Il laissait toutefois entendre que les Etats-Unis sont en quelque sorte au-dessus de la mêlée, qu'ils se trouvent "dans une position entre deux chaises", puisqu'ils ne sont pas en position de demandeurs sur de nombreux points et qu'ils sont "en priorité intéressés" par une discussion sur l'accès au marché. L'Union Européenne et le Japon ont ensemble rejeté cette base de négociation qu'ils trouvent insuffisante.

Zoellick a dit qu'il jugeait important de progresser sur l'agriculture à la rencontre interministérielle, mais qu'il "essaie d'aider Pascal à évoluer sur certaines de ses vues" afin






qu'il en arrive à une proposition qui soit acceptable par les composantes européennes. Selon des sources autorisées, Zoellick a fait savoir aux partenaires commerciaux qu'il a besoin de réformes agricoles au plan international afin de contenir les demandes d'aides agricoles du Congrès.

A la rencontre de Mexico, les U.S.A. ont lancé l'idée que l'Union Européenne, les Etats-Unis et les membres du groupe Cairns se mettent à un projet de déclaration interministérielle, mais il n'est pas certain que cette idée soit passée. L'Europe et le Japon étaient plutôt d'avis de différer toute décision sur l'agriculture jusqu'à la fin de la phase de préparation.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne travaillent également sur une proposition de déclaration interministérielle concernant les obligations de l'Accord sur les Droits de la Propriété Intellectuelle et les droits des Etats concernant la protection contre les maladies infectieuses. Selon certaines sources, les pays émergents travaillent également à un texte sur les TRIPS (accords sur les aspects des droits de propriété Intellectuelle qui touchent au commerce) et sur la santé, dans l'idée de produire une déclaration séparée à la prochaine rencontre interministérielle. Les Etats-Unis et l'Union Européenne sont en désaccord avec les pays émergents sur le texte prévu par Harbinson qui demande que soit freinée la pression de l'O.M.C. qui veut appliquer les règles des TRIPS aux mesures concernant la santé (Inside U.S. Trade, 31 août, p.15).ÒÒ

Les responsables de la réunion quadripartite devaient se retrouver à la fin de cette semaine à Paris en marge d'une rencontre de la commission du commerce de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique. Cette réunion était prévue avant les attentats terroristes aux Etats-Unis.

Les responsables nationaux devaient se rencontrer à Genève au début d'octobre afin de préparer une rencontre informelle des ministres du commerce à Singapour. Cette rencontre était initialement programmée les 6 et 7 octobre, mais, d'après les sources autorisées, Zoellick a annoncé cette semaine qu'il préférait qu'elle se tienne les 14 et 15 octobre après une rencontre du forum de la Coopération Economique de l'Asie et du Pacifique.

La plupart de ces dates étaient établies avant les attentats du 11 septembre, qui ont fait différer plusieurs réunions sur le commerce entre les Etats-Unis et leurs partenaires, ainsi que des réunions multilatérales.

Officieusement, les responsables du commerce à Genève s'interrogent sur le maintien au Qatar de la réunion du 9 au 13 novembre, surtout au cas où les Etats-Unis identifient la source de l'attaque terroriste et lancent une contre-attaque. Un porte-parole de l'O.M.C. a néammoins déclaré cette semaine que le directeur général n'avait reçu aucune demande officielle pour changer le lieu de la réunion.

La pression européenne sur le thème de l'environnement rencontre l'opposition quasi unanime des membres de l'O.M.C., y compris les Etats-Unis. Ces derniers s'opposent en particulier au renforcement de la capacité des nations à prendre des mesures de précaution concernant la santé et la sécurité pour faire face aux incertitudes de la science. Les Etats-Unis ne veulent pas non plus étendre la réglementation de l'O.M.C. aux sanctions écologiques des gouvernements, et plus généralement veut réduire les négociations sur l'environnement à l'O.M.C. aux modifications de la politique commerciale qui ont des conséquences profitables pour l'environnement.

Selon des sources autorisées, un responsable de l'USTR a déclaré le 7 septembre à la commission des finances du Congrès que l'exigence européenne d'inclure le principe de précaution dans les accords de l'O.M.C. est sans valeur et que les Etats-Unis comptent sur Lamy pour transmettre ce message aux Etats membres de l'Union lors d'une rencontre informelle des ministres du commerce le 7 septembre.

D'après les sources d'information, un haut responsable de l'Union Européenne a laissé entendre aux membres de l'Union que celle-ci devra retirer sa demande directe concernant le principe de précaution et les sanctions écologiques et que ces sujets pourraient rester inscrits à l'ordre du jour d'une déclaration interministérielle s'ils n'étaient pas traités directement.

Pour les responsables du commerce, cela semble une indication que l'idée de l'Union Européenne est d'inscrire indirectement ces questions à l'ordre du jour dans un paragraphe d'une déclaration ministérielle centrée sur la réglementation de l'O.M.C. Ils disent que les membres de l'O.M.C. ont débattu du besoin de mettre en place des négociations en fonction de la réglementation actuelle, généralement centrée sur les questions telles que l'anti-





dumping, les subventions et les TRIPS. Ils ajoutent que dans ce contexte, il serait possible de traiter le principe de précaution dans le cadre de l'Accord sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires.

Mais, d'après les informateurs, il n'est pas sûr que la volonté des Etats-Unis dans ce domaine dépasse l'exhortation et aille au-delà de leur proposition de reprendre le travail de la Commission sur le Commerce et l'Environnement pour définir les changements de politique favorables à la fois à la croissance du commerce et à la protection de l'environnement.

D'après les informateurs, le responsable de l'Union Européenne a également souligné devant les Etats membres que toute déclaration interministérielle devrait fermement insister pour que la réglementation sur l'environnement ne soit pas utilisée comme une protection contre les importations. Il a également repris l'argument, utilisé depuis longtemps par l'Europe, selon lequel c'est grâce à l'Europe que l'O.M.C. reconnaît maintenant l'importance de la question de l'environnement.

Mais un responsable du commerce d'un pays émergent a exprimé cette semaine son scepticisme quant à l'insistance de l'Europe sur l'importance politique de la question de l'environnement. Selon lui, la protection de l'environnement n'est pas la seule question pour les critiques de la mondialisation, et l'Union Européenne ne s'occupe pas des autres questions qu'ils soulèvent, par exemple le fossé grandissant entre les pays riches et les pays pauvres ou le poids de la dette. Pour lui, l'approche adoptée par la Commission déforme les préoccupations de l'Europe.

Pour ce responsable, l'environnement n'est pas au coeur des préoccupations de l'O.M.C., comme le sont l'agriculture et la mise en oeuvre des accords commerciaux.

Selon les sources autorisées, la responsable américaine pour le commerce a souligné la semaine dernière le changement manifeste de politique des Etats-Unis concernant les investissements dans le cadre de l'O.M.C. Selon elle, les Etats-Unis essaient d'obtenir une protection des investissements industriels sur la même base que les investissements dans les services, qui sont régis par l'Accord Général sur le Commerce des Services. Pour les informateurs, cela implique que la réglementation de l'O.M.C. concernant les investissements doit comprendre des principes tels que la transparence et le traitement au niveau national.

Le Japon et les Etats qui proposent la réglementation de l'O.M.C. sur les investissements défendent l'idée qu'une liste plus étendue d'éléments-clés doit figurer dans un accord sur les investissements, mais rejettent la clause qui autoriserait un investisseur privé à poursuivre un gouvernement exerçant son pouvoir de régulation. Un responsable de Genève a déclaré que l'investissement demeure une question délicate pour la préparation de la rencontre interministérielle, bien qu'elle soit sans doute moins difficile que l'agriculture, la mise en oeuvre des accords et l'environnement.

Traduction : Jean Pierre Renard, traducteur bénévole coorditrad@attac.org
A l'occasion des mobilisations qui s'organisent dans le monde entier pour les 9 et 10 novembre contre un Nouveau Cycle de négociations à l'occasion de réunion de l'OMC à Doha (Qatar), nous vous invitons à consulter le site Internet qui est spécialement dédié à cet événement: http://attac.org/nonewround Les appels, les analyses, les documents officiels, les rendez-vous, un quotidien sur l OMC (inscription dès l entrée du site)

## Le 19 octobre, direction : Europe !

Par Attac Gand

Une autre Europe pour un autre monde
Programme du comité de concertation Gent O19

Le Premier Ministre Verhofstadt à invité ses collègues européens le 19 octobre à Gand pour un entretien à l abbaye Saint-Pierre. A cette occasion le maire, Frank Beke, a donné un jour de congé à tous les Gantois, sauf la police. Les globalistes démocrates y seront également présents. Une société multicolore, radicale mais pacifiste. Ils descendent dans la rue pour une autre Europe dans un autre monde. Venez prendre connaissance de leurs idées et rejoignez cette manifestation estivale avec vos propres idées.

Vendredi 19 octobre Gand Sud ( "t Zuid") via la gare Dampoort Une journée en compagnie des globalistes démocrates

Une promenade en bateau ...
A l Initiative du Centre d Action Régional asbl t Uilekot (Herzele) une dizaine d 'organisations et comités locaux (WIS, Codewes, vzw Werkwillig,

11.11.11 Gavere, OWW Gavere en Herzele, JNM...) embarquent en bateau pour le sommet européen. La promenade en bateau part le 16 octobre à Tournai et arrive le 18 octobre à Gand. L'itinéraire suit l'Escaut en faisant escale à Oudenaarde le 16 octobre et à Gavere le 17 octobre. Pendant le séjour les participants produiront des banderoles, se mettrons à l'unisson, organiseront des workshops, débats. Musique et théâtre ne manqueront pas. Il y aura des soirées d'info à Oudenaarde et à Gavere. Entre Tournai et Oudenaarde les organisateurs (en coopération avec Déclic Emploi et vzw Werkwillig, deux organisations de formation) rassembleront une soixantaine de chômeurs Flamands et Wallons qui viendront expliquer leurs griefs et problèmes. A Gavere les Globalistes Joyeux ' veulent faire sauter un pont. La manière dont sera effectué cet exploit n'est pas révélée à cet instant. Ça vous intéresse ? uilekot@planetinternet.be

... Et une marche.
L'Europe veut des marchés plus libres. Pour démontrer notre désaccord nous nous dirigerons vers Gand à partir du 12 octobre. A pied, à bicyclette, en roulotte, chaise roulante, à béquilles, en sautant, dansant ou sur des skates. Nous nous arrêterons au Blokkersdijk en péril, où l'on veut relier le périphérique et à Doel où on creuse le Deurganckdok. En chemin nous nous arrêterons à des salles de jeunes et des immeubles squattés pour faire la fête, échanger des idées et mobiliser. Nous visiterons aussi l'usine LU à Beveren-Waas qui doit fermer le 1 janvier 2004 pour augmenter davantage les bénéfices de la multinationale DANONE, à l'usine DOMO à Sint-Niklaas où un délégué syndical à été démissionné (renvoyé) après 100 licenciements. Voulez-vous en savoir davantage? leef_antwerpen@yahoo.com

O19 - le grand jour!

Vendredi 19 octobre Gand ...le plein d'activités. Dès l'aube les globalistes démocrates mèneront l'action dans toute la ville. Chacun exprimera son propre avis sur une autre Europe dans un autre monde. En fin de journée tous se rassembleront pour une grande Manifête. Un cortège dans les rues de Gand se mettra en route dès 19h à partir du «Sud » Après il y a encore une fête dans le parc. Un aperçu de la journée :

- Notre monde n'est pas à vendre ! Sint-Pietersstation – action de 07 h à 10 h. Non à la liquidation des services publics - ATTAC BELGIË Attac mène l'action contre les privatisations que prépare l'OMC. Tout les services publics sont en péril: la poste, le transport en commun, l'aviation, la culture, le sport, l ' eau, oui, même le service de santé, l ' éducation. Attendez-vous à des licenciements, baisses de salaires, augmentation du rythme de travail, détérioration des conditions de travail, des horaires de travail plus flexibles... En accord avec ACOD-spoor, de Post et De Lijn, Attac mène une action ludique a partir de 7h dans le hall de la gare St.-Pierre et au bureau de la Poste Gent X (en face de la gare), contre les privatisations qui menacent les services publics. L'action aboutira dans un grand concert djembé (joignez-vous aussi à la fête avec votre djembé ou autre instrument !) sur la place Maria Hendrika. Le Néerlandais Jeroen Zonneveld nous présentera les 'collectifs des voyageurs '.
vlaanderen@attac.org

- Un autre monde est possible ! W. Wilsonplein op het Zuid des activités multiples de 16 à 19 heures un choix:

- Casse-croûte équitable A l'abri de la grande tente – à partir de 14 h

- Que faire ? de 18 h à 19 h sur le grand podium

- Cet après-midi dans le salon de coiffure – de 14 à 19 h Transformez votre coiffure en manifeste pour un monde meilleur : montrez-vous chauvement têtu pour la taxe Tobin.

- Qui nage dans l'argent? à 17 h à la fontaine. en dépit des informations dans la presse James Tobin viendra nous démontrer clairement comment écumer le surplus des spéculateurs.

- La Parade des Raz-le-Bol se met en route à 17h

- Monument du scandale quotidien - Attac Belgique - Un monument pour les victimes de la globalisation néolibérale –16 h

- Pas de sens unique entre l'Europe et le monde Oxfam Les magazins du Monde Bâtissons un monument anti-dumping - 17 h

- Quand l'un fait fortune en dormant, un autre en perd le sommeil – Netwerk Vlaanderen Action ludique dans un lit d'or –à 16 h auprès des haltes de bus et de tram

- Sécurité n'est pas une question de militaires! – Initiative commune du mouvement de paix





- Un mur contre l'Europe militaire – de 16 à 18 h Nous bâtissons un mur autour de l'agenda militaire. Littéralement !

- Grande alarme – à 17.45 h Une sirène sonnera l'alarme dans tout Gand. A la place Wilson nous mettrons en place un immense tapis de corps.

- Migration: Arrêtez l'injustice, pas les gens! - Wereldsolidariteit

- Un passeport pour une Europe solidaire – à partir de 14 h L'agence de photo N.V. Wereldsolidariteit ' en fini avec ça! Ici tu reçois un passeport pour l'Europe solidaire. Joins-toi à nous et montre ton visage le 19 octobre, nous te mettons sur la Toile, le WorldWideWeb. The day after tu te retrouveras exposé dans notre galerie mondiale de photos.

- Manifête Pacifique départ de Gand Sud à 19 h La Manifête se met en marche à 19 h à la Zuidstationstraat et y sera de retour une heure plus tard en passant par la Dampoort.

- Les temps changent Podium sur la place W. Wilson de 20u30 à 22u La manifête conclut sur la place W.Wilsonplein vers 20u30.

- Fête au Parc Le Parc Roi Albert (= Parc du Sud) de 22 à 24u à partir de 22h la fête continue dans la grande tente Nous concluons la journée avec des apparitions de Jaune Toujours en Think of One. Les vrais fêteurs pourrons encore danser jusqu'à minuit.

## Amérique latine

Argentine

Usage abusif des forces de police sans uniforme pour réprimer l'opposition à l'émission de bons provinciaux (monnaie fiduciaire sans contre-valeur en réserves) dans la région du Chaco ; expulsions et détentions arbitraires d'enseignants à Jujuy

Hier (04/10/01) les manifestants de la ville de Resistencia (Chaco) qui réclamaient devant le Parlement Provincial l'abrogation de la loi d'émission de bons provinciaux dénommés Quebracho ont été victimes d'une répression brutale. Pendant toute l'après-midi d'hier, le centre de la ville de Resistencia a été littéralement occupé par un déploiement inédit de forces de police en civil qui "chassaient" les manifestants. Balles en caoutchouc, gaz, chiens étaient lancés sur ceux qui refusaient cette politique de pauvreté accrue et de récession pour les travailleurs du Chaco. Plusieurs d'entre eux ont été détenus, et parmi eux un dirigeant syndical a dû être hospitalisé à la suite des lésions subies.

Dans la ville de San Salvador de Jujuy, la police de la province a expulsé cette après-midi les enseignants qui jeûnaient dans la tente de la dignité depuis 16 jours et a arrêté six dirigeants syndicaux des corporations d'enseignants.

Les enseignants avaient planté leur tente pour exiger le paiement des traitements du mois d'août, pour moitié sous forme de prime, en signe de refus des tickets restaurant, et ils demandaient à ce que la réforme éducative soit suspendue. Après quelques affrontements, les forces de police ont incarcéré Luis Gantay et Oscar Tapia, tous deux respectivement secrétaires généraux des syndicats d'enseignants et d'instituteurs. Equipe Nizkor – Droits de l'Homme – Serpaj Europe

Bolivie

En Bolivie, 70% des foyers ne répondent pas aux besoins essentiels. 37% des Boliviens vivent dans une extrême pauvreté. A la campagne, la situation est paroxystique : seuls 19%
de la population ont accès à l'eau potable et 17% à une protection sanitaire minimale. La population est épuisée. La dénutrition affecte une proportion importante des enfants et la mortalité maternelle est une des plus élevées du continent.

La politique de stabilité macroéconomique ne produit que des chiffres. Pas d'amélioration réelle, substantielle, mais plutôt le contraire. La stratégie économique libérale mise en place voilà quinze ans a obtenu la réduction de l'hyperinflation et pas grand-chose de plus. Les statistiques de pauvreté extrême ont régressé mais sont toujours intolérables. La plus grande partie du pays se trouve exclue du développement économique obtenu grâce à la stabilité macroéconomique. Les chiffres de croissance sont stables, mais les gens n'ont rien à manger.

Les protestations, propositions et marches indigènes du mois d'avril dernier ne sont que l'expression ultime et organisée du désespoir. La mobilisation des cultivateurs de feuilles de coca a été appuyée par celle des retraités (qui ne perçoivent pas les pensions promises) et par une grève des transporteurs routiers (provoquée par le projet gouvernemental de doter le pays

d'infrastructures de communication terrestre privées et payantes au cours des 40 prochaines années). Conséquence immédiate : un pays paralysé qui, avec son économie en crise perpétuelle, est au bord de l'asphyxie.
La répression exercée par les forces de l'ordre reflète le danger dans lequel se trouve la faible démocratie bolivienne, qui a succédé en 1982 à plusieurs dictatures militaires. Les protestations se sont concentrées en une marche sur La Paz. Des indigènes affluant de différentes régions de Bolivie ont été surpris par l'armée alors qu'ils se reposaient à mi-chemin, détenus, enfermés dans des camions et des autocars et abandonnés près de leurs lieux d'origine. Ceux qui ont pu arriver jusqu'à la capitale bolivienne ont été dispersés par les gaz lacrymogènes. Qui plus est, la distance entre la classe politique et la majorité des Boliviens est abyssale. Plus encore : la corruption politique est un phénomène généralisé.

Dans ce contexte, la situation des indigènes est pire encore que celle du reste des Boliviens : plus de 75% des pauvres sont indigènes. Le congrès paysan bolivien dirigé par Felipe Quispe " Malku " défend la culture de feuilles de coca en tant que tradition indigène millénaire. De plus, le prix sur le marché des cultures traditionnelles n'offre aucune alternative, et ce ne sont pas les paysans boliviens (indigènes en majorité) qui s'enrichissent grâce au trafic de cocaïne. D'autre part, sous prétexte d'application de la loi 1.008 (pour le contrôle et l'éradication de la culture de la coca), des détentions arbitraires et des saisies de biens (véhicules, terrains et outils agricoles) qu'une enquête ultérieure a révélées injustifiées se sont produites.

La situation ne saurait s'améliorer si la Bolivie hypothèque son avenir. Les intérêts de la dette extérieure l'étouffent. Malgré les erreurs du passé, le gouvernement se fixe comme objectif principal une croissance économique supérieure à 5%. Il est certain que cette croissance est nécessaire, indispensable, mais pas suffisante, et surtout pas si elle est obtenue au prix de la destruction du tissu social et l'accroissement de l'exclusion.

Et surtout pas avec une enfance sans espoir : l'accès à l'éducation de la population en âge scolaire concerne 74% des enfants (l'accès à l'éducation pré-scolaire en concerne 35%) et le taux d'abandon est très élevé (surtout entre dix et quatorze ans). Leur destin : un marché du travail sinistré : le chômage affecte 33% de la population, le sous-emploi est la forme quotidienne de subsistance.

La situation de la Bolivie est critique, inutile d'attendre une catastrophe pour en prendre conscience. La remise de la dette et la revitalisation de la démocratie sont fondamentales. Et surtout, que la voix de ceux qui souffrent l'injustice puisse compter.

Juan Carlos Galindo
Journaliste
Centro de Colaboraciones Solidarias
caravantes@tsai.es

Colombie

Pastrana condamne les violations des droits de l'Homme par les paramilitaires, mais il n'agit pas.

Les forces armées et la police colombiennes " continuent à promouvoir, à collaborer, à appuyer, à tirer parti et à tolérer " les actions des groupes paramilitaires " responsables des plus graves violations des droits de l'Homme commises dans le pays ", a dénoncé l'organisation Human Rights Watch (HRW).

Des paramilitaires fortement armés se déplacent pratiquement sans obstacles. Les forces gouvernementales ne font que des efforts symboliques pour les poursuivre et les capturer, même au cœur d'agglomérations importantes, à courte distance de bases militaires ou de commissariats de police ou lorsqu'ils se livrent à de macabres caravanes de la mort.

La collaboration " dans son expression la plus éhontée ", selon HRW, se traduit par la coordination active d'unités de l'armée et des paramilitaires à l'aide de communications par radio et téléphones mobiles, recherche et échange d'informations et partage des combattants et des véhicules.

Selon HRW, les témoins qui osent déposer à propos des paramilitaires et de leurs liens avec les forces de sécurité " sont menacés et assassinés avec une précision terrifiante ". L'organisation dénonce le fait que malgré la dénonciation publique de leurs atrocités par le président colombien Andrès Pastrana, " les mesures urgentes nécessaires pour éviter de futurs massacres, telles que la suspension d'officiers de haut rang soupçonnés d'appuyer ces abus n'ont pas été prises ".

Face à ces faits, HRW dénonce le fait que les Etats-Unis aient supprimé la condition du respect des droits de l'Homme de l'ensemble de leur aide à la Colombie. Lorsqu'ils l'ont fait,






affirme-t-elle, “ ils ont envoyé un message direct aux responsables des forces armées : tant qu'ils coopéreraient à la stratégie anti-drogue américaine, les fonctionnaires des Etats-Unis oublieraient leurs propres lois sur les droits de l'Homme.

Equateur

La CONAIE et son premier Congrès des Nations et Peuples Indigènes de l'Equateur

Quito. La Confédération des Nations Indigènes de l'Equateur, la plus importante organisation de ce pays andin, s'apprête à ouvrir dans la ville de Quito le premier Congrès des Nations et des Peuples Indigènes du 8 au 12 octobre. C'est un événement d'une grande transcendance pour le mouvement indigène équatorien, s'agissant d'un pas en direction de la récupération de ses formes ancestrales de gouvernement, basé sur la légitimité des peuples qui composent l'organisation en laissant de côté le modèle hérité du syndicalisme.

C'est pour cette raison qu'on l'a nommé premier Congrès, bien qu'en réalité le premier Congrès se soit tenu du 13 au 16 novembre 1986, il avait été convoqué par le Conseil National de Coordination des Nations Indigènes de l'Equateur, le CONACNIE qui s'est par la suite transformé en l'actuelle CONAIE.

Cet événement a été organisé pour que les délégations travaillent en groupes de discussion et d'analyse pour parvenir à des accords et des résolutions permettant dans l'avenir d'exercer des choix et d'investir le Conseil des Nations et des Peuples Indigènes de l'Equateur dans ses fonctions pour la période 2001-2004.

Communauté Web des Mouvements Sociaux
http://www.movimientos.org/

Guatemala

Le coordinateur du Programme d'Aide Légale de Casa Alianza au Guatemala a été la cible de menaces et de harcèlements ces trois dernières semaines à Ciudad de Guatemala. Un véhicule aux vitres teintées a tenté de l'obliger à quitter l'autoroute qu'il avait empruntée, lui faisant courir de graves risques ainsi qu'à ses passagers. Cette action a été suivie de plusieurs appels téléphoniques menaçants et d'une tentative de vol de véhicule par des individus en civil juste en face du siège du Programme. Ces intimidations coïncident avec la pression que Casa Alianza exerce sur le gouvernement du Guatemala pour qu'il octroie, en exécution d'un jugement de la Cour Interaméricaine des droits de l'Homme dans un cas interjeté par Casa Alianza et le Centre pour la Justice et le Droit International (CEJIL), une réparation économique aux familles de cinq enfants de la rue torturés et assassinés par deux policiers guatémaltèques en 1990, et dont le gouvernement du Guatemala n'a pas confirmé s'il allait l'accorder.

Pérou

“ Démissions volontaires ” sous la pression, renvois arbitraires et atteintes à la santé des travailleurs des mines de la corporation suisse Glencore. Ladite corporation persiste à renvoyer ses dirigeants syndicaux et s'oppose aux négociations collectives, dans une tentative de liquider le syndicat de travailleurs de l'entreprise minière Iscaycruz SA et de fermer la mine “ Graciela ” de l'entreprise Perubar SA, elle aussi filiale de Glencore, situées à 1250 m au-dessus du niveau de la mer.

Prétextant l'épuisement des gisements, l'entreprise a entrepris de renvoyer les travailleurs en leur proposant des indemnisations individuelles de faible montant sous la menace d'un renvoi sans compensation additionnelle.

Exécutant ses menaces, elle a notifié la suspension immédiate des contrats sans achèvement des formalités administratives correspondantes, avec suspensions des paies et autres droits du travail.

Les dirigeants du Syndicat avaient proposé la réintégration possible du personnel dans l'exploitation sur le point de démarrer d'une autre mine elle aussi propriété de Glencore. Cette proposition a été refusée par la direction.

En réalité, cette attitude lui permet d'éluder ses responsabilités dans les atteintes à la santé des mineurs, dans la mesure où de nombreux examens médicaux ont confirmé la présence de silicose chez de nombreux ouvriers, et d'éluder par là même toutes les obligations que lui impose la loi péruvienne, telle l'assurance complémentaire pour les travaux à risque.

On peut donc affirmer en résumé que Glencore a gravement attenté au droit du travail et aux libertés syndicales dans le cadre d'une stratégie clairement menée par cette multinationale dans ses opérations au Pérou.





Première parution, Correo Informativo 109 – informativo@attac.org
Traduction : Nicolas Fournier, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

**Vous avez rendez-vous avec ATTAC**
*Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.*

Vendredi 19 : AUSTRIA : WIEN / BELGIUM: GHENT / DEUTSCHLAND : BEWEGUNG / France : LILLE – LYON – TARBES

Samedi 20: AUSTRIA: WIEN / DEUTSCHLAND: BEWEGUNG / FRANCE: PARIS 11 – GORCY – FOIX – PARIS CENTRE – PERIGUEUX – ANGOULEME – CLERMONT FERRAND – LYON – AUBENAS – VINSOBRES / CANADA QUEBEC: MONTREAL / SVERIGE: UPPSALA

Dimanche 21: DEUTSCHLAND: BEWEGUNG – BERLIN / FRANCE: PARIS 11 – GORCY – LYON - SAURIER

Lundi 22: FRANCE: LA ROCHELLE – LYON – BURES SUR YVETTE - ORTHEZ

Mardi 23: BELGIUM: BRUXELLES / FRANCE: PARIS 11 – LAVAL – MACON – LYON / SVERIGE: UPPSALA - NORRKOPING